



**Antoine Bernard de Raymond,
Delphine Thivet (dir.),**

Un monde sans faim

Presses de Sciences Po, 2021, 304 pages

Cet ouvrage étudie, en neuf chapitres, les transformations de la gouvernance alimentaire mondiale après les « émeutes de la faim » de 2007-2008. Largement inattendus, ces épisodes avaient replacé l'agriculture et les enjeux de production au premier plan de l'agenda international, relançant la réflexion sur l'avenir des systèmes alimentaires et enclenchant un ensemble de réajustements institutionnels.

Leurs effets de long terme sont considérables, mais paradoxaux. Comme le soulignent E. Fouilleux, N. Bricas et A. Alpha dans leur contribution, il est apparu en effet assez vite que l'envolée des prix « n'avait pas pour origine une crise de la production », mais bien d'autres causes : pauvreté et inégalités, modèles de consommation, etc. Des visions alternatives s'affirmaient, qui mettaient l'accent sur la transformation des régimes alimentaires, ou sur la nutrition. Pourtant, rapidement, différents acteurs (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque mondiale, firmes multinationales, etc.) réitérèrent le « mantra » des « révolutions vertes » et de la « *Global Food Security* » : il faut produire plus pour nourrir 9 milliards de personnes en 2050.

Les outils de mesure de l'insécurité alimentaire, centrés sur la disponibilité et les quantités produites, ont contribué à refermer le débat. À partir de l'exemple de la réception de la prospective *Agrimonde*, V. Cardon et G. Tétart montrent ainsi que les modèles économiques au service des institutions internationales, comme le modèle Impact de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, tendent à écarter l'hypothèse d'une transformation des régimes alimentaires. Le chapitre consacré par A. Bernard de Raymond à la stratégie de compétitivité du Royaume-Uni permet également de souligner la contribution de la recherche scientifique à « la relance d'une vision productiviste (...) tentant néanmoins d'intégrer les enjeux sanitaires et environnementaux ».

Enfin, sur le plan institutionnel, le livre consacre des chapitres instructifs à la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), à l'alignement des « plateformes multi-acteurs » sur les engagements de responsabilité sociale et environnementale (RSE) des firmes multinationales, et à la problématique des « accaparements » fonciers. Sont aussi envisagées la constitutionnalisation du droit à l'alimentation en Inde et les stratégies de coordination de l'aide alimentaire.

Florent Bidaud
Centre d'études et de prospective
MAA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr